Irlande : un rapport sur l’islamophobie exige des mesures immédiates contre la « menace croissante » de l’extrême droite.

écrit par Jules Ferry | 7 janvier 2022

James Carr et son rapport sur l'islamophobie en Irlande

La classe politique occidentale, les juges et les médias ont encore brillé cette semaine dans la complaisance à l'islam.

Là où il faudrait ouvrir l'œil et le bon, l'Occident ne voit rien et se couche.

Tour d'horizon de quelques titres de presse de la semaine, de l'Irlande aux Etats-Unis en passant par la France et l'Allemagne.

« *Extrême droite* » signifie généralement « *toute personne qui s'oppose aux élites gauchistes* ». Dans le cas présent, l'*« extrême droite »* s'oppose à l'immigration massive en Irlande.

30 candidats auraient prétendument épousé cette supposée position d'*« extrême droite »* , et ont pourtant obtenu des résultats lamentables, ce qui ne semble pas suggérer que l'Irlande ait un énorme problème avec l'*« extrême droite ».* Mais **toute opposition, aussi minime soit-elle, au programme mondialiste de la gauche et à la migration massive de musulmans vers l'Occident doit être vilipendée, dénigrée et détruite. D'où ce rapport**.

L'État doit prendre des mesures immédiates pour faire face à la « menace croissante » de l'extrême droite en Irlande, selon un rapport européen sur l'islamophobie.

Irish Examiner

Le rapport met en évidence les liens entre les militants d'extrême droite les plus en vue en Irlande et leurs homologues en Europe.

Le chapitre consacré à l'Irlande dans le rapport européen sur l'islamophobie a été rédigé par James Carr, maître de conférences au département de sociologie de l'université de Limerick et auteur sur le sujet.

Le chapitre critique le manque de données sur l'islamophobie en Irlande, mais cite des *« données officielles non disponibles par ailleurs »* publiées par les autorités irlandaises via la *« base de données de signalement des crimes de haine »* de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Elle a déclaré que ces chiffres indiquent qu'il y a eu neuf rapports de crimes avec un *« préjugé contre les musulmans »* en 2019, tandis que les chiffres non officiels publiés dans la base de données ont montré qu'il y avait 23 crimes anti-musulmans.

Il a déclaré que la communication des données en Irlande devait s'améliorer et que la confiance *« doit être établie »*

avec les communautés musulmanes par les institutions de l'État pour encourager le signalement et assurer aux gens que les rapports seront pris au sérieux.

Le rapport estime que 30 candidats aux dernières élections générales, en février 2020, ont épousé des « positions d'extrême droite », notamment une position anti-immigration.

Ces partis comprenaient des candidats du Parti national et du Parti de la liberté irlandaise, ce dernier présentant des personnes dans 21 localités.

Le rapport note qu'ils ont tous *« obtenu des résultats lamentables »,* n'obtenant pas plus de 2% dans aucune des circonscriptions…..

Allemagne : pas d'expulsion ni de prison pour le violeur d'enfants…

Merkel et ses protégés en 2015

Allemagne : Pas de prison, pas d'expulsion : Un multiple violeur d'enfants afghan à nouveau sanctionné avec clémence.

Un demandeur d’asile afghan, arrivé en Allemagne en 2015 et qui a depuis agressé des mineurs à plusieurs reprises, a de nouveau été sanctionné avec clémence lors de son deuxième procès pénal. La sentence pour Khudai R. (23 ans) a été une fois de plus : une peine avec sursis – le juge parle d’une » toute dernière chance « .

En 2013, il a fui son pays d’origine, l’Afghanistan, en 2015 Khudai R., aujourd’hui âgé de 23 ans, est arrivé en Allemagne. À l’époque, R. était lui-même encore adolescent et avait vécu des choses terribles. Mais au lieu d’assumer ces expériences dans un environnement sûr et de se construire un avenir prometteur, le jeune demandeur d’asile a choisi une autre voie : il a transformé sa nouvelle maison en scène de crime et a violé des jeunes filles – à plusieurs reprises. Il a maintenant été traduit en justice à plusieurs reprises pour cela – mais sa punition ne rend pas justice. Dans le deuxième jugement, le jeune demandeur d’asile a de nouveau été condamné à une **peine avec sursis, une « *toute dernière chance* », comme l’a souligné le juge.**

Khudai R. a commis sa première infraction trois ans après son arrivée en Allemagne : En septembre 2018, le jeune homme, âgé de 20 ans à l’époque, est entré en contact avec une fillette de 11 ans à Langenhagen, en Basse-Saxe, via les réseaux sociaux. Au cours de plusieurs rencontres, il a gravement abusé de l’enfant, qui avait des difficultés d’apprentissage, et l’a également transmise à deux complices afghans. Ces atrocités n’ont été révélées que lorsque l’élève handicapée traumatisée s’est adressée à sa conseillère d’orientation. S’en est suivi une accusation d’abus sexuel et un procès en février 2020, au cours duquel Khodai R. s’en est sorti avec moins d’un *« œil au beurre noir »* malgré la gravité de ses infractions. Le juge du tribunal régional de Hanovre a déclaré à l’époque : ***« Une procédure méprisable. La jeune fille a été dégradée en objet sexuel. De mauvaises infractions qui ne restent pas sans***

conséquences », mais les conséquences selon son verdict n'étaient que deux ans de détention juvénile **en probation. Khudai R. a quitté la salle d'audience en homme libre.**

https://exxpress.at/kein-gefaengnis-keine-abschiebung-kindervergewaltiger-erneut-milde-bestraft/

Allemagne : La police de Berlin inscrit la journée antisémite d'Al-Quds dans son » *calendrier de la diversité* « .

Ceci met clairement en évidence le problème de l'impératif de » *diversité* « : comment pouvez-vous célébrer la diversité lorsque l'un des groupes inclus adhère à une idéologie radicalement intolérante et haineuse ? Si vous ne les incluez pas, vous n'êtes pas « divers ». Si vous les incluez, un autre groupe va souffrir, et donc vous n'êtes pas « divers ». La police de Berlin a choisi la dernière alternative.

Junge Freiheit

BERLIN. La police de Berlin a inscrit la journée anti-israélienne d'Al Quds dans son *« Calendrier de la diversité »* 2022. Comme le rapporte le Berliner Zeitung, le jour proclamé par le leader révolutionnaire iranien, l'ayatollah Ruhollah Khomeini, figure dans le calendrier à la suite de Noël, du nouvel an juif et de la fête des lumières hindoue.

Lors de la marche d'Al-Quds à Berlin, des slogans antisémites et islamistes ont été scandés à maintes reprises ces dernières années. La journée d'Al-Quds est célébrée chaque année le dernier vendredi du mois de jeûne musulman du Ramadan. Le rassemblement a été annulé ces deux dernières années. La question de savoir s'il aura lieu cette année reste ouverte.

Volker Beck : Le calendrier doit être retiré et révisé

« Le calendrier de la diversité est en fait une bonne idée, mais le jour d'Al-Quds dans le calendrier de la diversité est une grave erreur et le contraire de la compétence en matière de diversité », a critiqué le politicien vert Volker Beck au journal. Beck est le directeur général de l'Institut

Tikvah, qui fait campagne contre l'antisémitisme. La journée d'Al-Quds est un *« **jour de haine et d'agitation** ».* **La haine d'Israël et l'antisémitisme ne doivent pas être acceptés comme faisant partie de la diversité. Le calendrier doit être retiré et révisé immédiatement.**

Environ 26 000 agents de la police de Berlin peuvent télécharger le *« calendrier de la diversité »* sur l'intranet. La police n'a pas encore fait de commentaires sur ces allégations.

Mise à jour : La police de Berlin supprime la journée d'Al-Quds du calendrier de la *« diversité ».*

L'Iranien Khamenei menace Donald Trump sur Twitter, Twitter (qui avait fermé le compte du Président des Etats-Unis) laisse passer.

R. Spencer, PJ Media: :

Le président iranien Raisi déclare sur Twitter que Trump devrait être *« poursuivi et tué »* pour le meurtre de Soleimani.

Samedi, le guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, a tweeté : *« Le martyr Soleimani est une réalité éternelle qui vivra à jamais. Ses assassins – y compris Trump et ses semblables – iront dans la poubelle de l'histoire, mais bien sûr après avoir reçu une rétribution*

dans ce monde pour le crime qu'ils ont commis. » Il s'agit d'une menace claire, mais Twitter n'a pas interdit ou suspendu le compte de Khamenei. Après tout, il menaçait Donald Trump et, pour Twitter, qu'y a-t-il de mal à cela ?

Kansas City : Un magasin d'armes à feu refuse à une musulmane utiliser le stand de tir avec son hijab, le CAIR lié au Hamas intente un procès

L'implication du CAIR, lié au Hamas, rend l'affaire suspecte à première vue, tout comme le fait qu'on ait dit à la femme qu'elle ne pouvait pas utiliser le champ de tir si elle n'enlevait pas son hijab, non pas à cause de l' »islamophobie », mais en raison d'une règle sur le port du couvre-chef qui est appliquée à tous, musulmans et non-musulmans. Il s'agit d'un procès très douteux, mais malgré leur manque de substance, de tels procès sont souvent couronnés de succès – et lucratifs pour les avocats du CAIR et leurs clients – s'ils sont présentés devant un juge qui est sensible à leur rhétorique de haine, de discrimination et de « racisme. »

Associated Press

« Poursuite judiciaire : L’armurier et le stand de tir du Missouri ont obligé une musulmane à retirer son hijab.

Un magasin d’armes à feu et un STAND de tir dans la banlieue de Kansas City ont refusé de laisser une femme musulmane utiliser le stand de tir à moins qu’elle ne retire son hijab, a accusé une organisation musulmane de défense des droits civils dans une poursuite fédérale.

Dans une plainte déposée mardi, le Conseil des relations américano-islamiques et le cabinet d’avocats Baldwin & Vernon d’Independence affirment que le stand de tir de Frontier Justice à Lee’s Summit applique son code vestimentaire d’une manière discriminatoire qui affecte de manière disproportionnée les femmes musulmanes…..

Rania Barakat et son mari se sont rendus à Frontier Justice le 1er janvier pour tirer au stand de tir. Selon l’action en justice, on a dit à Mme Barakat qu’elle ne serait pas autorisée à utiliser le stand de tir si elle n’enlevait pas son hijab, un couvre-chef religieux généralement porté par les femmes musulmanes.

Le stand de tir exige que les tireurs enlèvent tous les couvre-chefs, à l’exception des casquettes de baseball tournées vers l’avant. Un responsable du magasin a expliqué que les éclats d’obus pouvaient brûler le hijab et la peau…..

L’action en justice soutient que c’est la politique de Frontier Justice de refuser les musulmans portant des hijabs, citant plusieurs messages sur les médias sociaux d’autres musulmans indiquant qu’on leur a refusé l’utilisation du stand de tir. Elle affirme également que des messages sur Instagram de Frontier Justice montrent des clients portant des casquettes de baseball tournées vers l’arrière, ainsi que des chapeaux et des foulards.

« Il est totalement inacceptable qu’un établissement

commercial refuse de servir des clients en raison de leurs croyances religieuses – et c'est exactement ce que Frontier Justice a fait« , a déclaré Moussa Elbayoumy, président du conseil d'administration de CAIR-Kansas, dans un communiqué. *« L'affirmation selon laquelle un hijab présente en quelque sorte un problème de sécurité n'est qu'une mauvaise excuse pour tenter de justifier un schéma de traitement discriminatoire des femmes musulmanes. »*

En juillet, le CAIR avait demandé au ministère de la Justice des États-Unis d'enquêter sur les pratiques en matière de droits civils de Frontier Justice.

À l'époque, Bren Brown, président de Frontier Justice, avait déclaré que Mme Barakat n'avait fait l'objet d'aucune discrimination et qu'on lui avait demandé de respecter un code vestimentaire appliqué de la même manière à tous les clients, selon le Kansas City Star.

L'action en justice demande à la cour fédérale de déclarer que la politique de Frontier Justice concernant le port du hijab viole la loi de 1964 sur les droits civils et interdit au stand de tir et à ses employés d'agir de manière discriminatoire à l'égard de toute personne en raison de sa religion.

La ville de Hambourg veut héberger 100 « réfugiés » dans une maison de retraite

Face à l’augmentation du nombre de réfugiés et à un plus grand besoin de place suite à la pandémie de Covid, la ville de Hambourg veut héberger une centaine de réfugiés dans une maison de retraite.

Une aile de la maison de retraite de la Croix-Rouge allemande située à Eichenhöhe, dans le quartier d’Eißendorf, est actuellement inutilisée, a écrit l’autorité de l’intérieur à la mairie de l’arrondissement de Harburg. Il serait possible d’y créer à court terme 108 places dans 38 chambres, a rapporté le « Abendblatt ». La Croix-Rouge allemande, qui gère également la maison de retraite, devrait prendre en charge les demandeurs d’asile. Le logement devrait être opérationnel d’ici le 15 janvier.

La commission sociale de l’assemblée de l’arrondissement de Harburg doit se pencher sur le projet le 10 janvier.

Source : Hamburger Morgenpost

Les manipulateurs de l’équipe Biden promettent 99 millions de dollars à l’UNRWA malgré son enseignement continu de la terreur du djihad et de la haine des juifs.

L’UNRWA est essentiellement un outil du djihad « palestinien », mais les manipulateurs de Biden ont démontré depuis des mois qu’ils ne s’en soucient pas.

L’UNRWA est un organisme qui ne cesse de soutenir les Palestiniens et d’alimenter ainsi la haine des juifs.

Times of Israel

Les Etats-Unis ont annoncé qu’ils allaient verser 99 millions de dollars à l’organisme des Nations Unies qui aide les réfugiés palestiniens jeudi, renforçant ainsi l’agence à court d’argent au milieu d’une série de mesures visant à sortir les Palestiniens d’un marasme économique endémique.

Le Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du département d’État a déclaré sur Twitter que l’argent versé à l’Office de secours et de travaux des Nations unies *« permettra de fournir une éducation, des soins de santé et une aide d’urgence à des centaines de milliers d’enfants et de familles palestiniens en période de besoin ».*

En avril, l’administration du président américain Joe Biden a annoncé qu’elle commencerait à rétablir le financement des Palestiniens via l’UNRWA, qui aide les réfugiés palestiniens et leurs descendants, Washington cherchant à rétablir les liens avec Ramallah après un gel pendant l’administration de l’ancien président Donald Trump.

Il n’y a pas eu de commentaire immédiat sur l’annonce du financement de la part des responsables israéliens. Le

précédent gouvernement israélien a critiqué l’annonce d’avril, mais la coalition actuelle s’est surtout abstenue de rompre publiquement avec l’administration Biden.

Jérusalem a néanmoins longtemps fait pression pour la fermeture de l’UNRWA, arguant qu’elle contribue à perpétuer le conflit avec les Palestiniens puisqu’elle confère le statut de réfugié aux descendants des personnes déplacées à l’époque de la guerre d’indépendance d’Israël en 1948. Cette revendication a été reprise par Trump dans sa décision de 2018 de cesser de financer l’agence.

Les défenseurs d’Israël critiquent également depuis longtemps l’UNRWA pour ses manuels scolaires, qui, selon eux, encouragent l’incitation. Les groupes de surveillance israéliens ont accusé les programmes de l’UNRWA de promouvoir la violence et de nier le droit d’Israël à exister..…

64 millions d’euros de subventions européennes accordées à des associations liées aux Frères musulmans

C’est un véritable hold-up opéré par les associations

islamistes affiliées aux Frères musulmans, qui ont mis la main sur un gigantesque magot estimé à plus de 64 millions d'euros de subventions publiques octroyées par la Commission Européenne et le Conseil de l'Europe, depuis 2007. Le chiffre est loin d'être exhaustif. Il s'agit d'un décompte établi par Global Watch Analysis, en recoupant les différents chiffres évoqués par des médias ou des députés européens avec les données de l'European Commission Financial Transparency System (ECFTS). **Une estimation à minima qui ne recouvre, en réalité, que la partie émergée de l'iceberg.** (…)

Toutes ces associations ont pour point commun une filiation avérée, même si elles refusent de l'admettre publiquement (Voir l'interview de l'ex-dirigeant du FEMYSO, Michaël Privot), à la Federation of Islamic Organisations in Europe (FIOE), la structure suprême qui chapeaute les tentacules des Frères musulmans à l'échelle pan-européenne. Selon le décompte de Global Watch Analysis, la part du lion des subventions européennes octroyées aux associations islamistes revient à l'Islamic Relief, ONG caritative fériste, basée à Londres et présente dans 60 pays. À elle seule, elle a reçu de la commission européenne **40.026.424€ depuis 2009.** Pis encore, les scandales liés aux **dérives antisémites et à l'apologie du terrorisme,** qui ont éclaboussé Islamic relief, en août 2020, provoquant la démission de son président puis de l'ensemble de son conseil d'administration, **n'ont pas empêché la Commission Européenne de la reconduire comme ''partenaire humanitaire'' jusqu'en 2027 !** (…)

au lendemain des attentats de Paris et de Bruxelles, en novembre 2015, plutôt que d'adopter une position ferme face au danger islamiste, **la Commission Européenne s'est empressée de créer un poste de « Coordinateur contre la haine anti-musulmans » !** Les réseaux d'influence des Frères musulmans et leurs ''idiots utiles'' islamo-gauchistes ont

alors sauté sur l'occasion pour faire croire que « l'extrémisme djihadiste résultait de la haine anti-musulmans ». Pour combattre le terrorisme djihadiste, les instances européennes n'avaient, donc, qu'à redoubler d'efforts pour soutenir financièrement les associations de lutte contre l'islamophobie !

Global Watch Analysis

France : un juge laisse libre un islamiste fiché S et sa mère.

Peut-être croiserez-vous dans la rue quelqu'un parti faire le djihad et relâché par un juge français complaisant.

Suspectés d'être allés faire le djihad, un islamiste fiché S et sa mère ont été arrêtés en Turquie. Présentés à un juge, ils ont finalement été relâchés contre l'avis du Parquet, car considérés comme des touristes

Une mère de 64 ans et son fils de 27 ans, fiché S, arrêtés à Gaziantep, en Turquie, et soupçonnés *«d'association de malfaiteurs terroriste criminelle»* ont finalement été

considérés comme des touristes par le parquet antiterroriste.

Placés en centre de rétention en Turquie, tous deux ont été expulsés vers la France. Ils ont ensuite été placés en garde à vue le 28 décembre dernier, selon les informations du Parisien.

Alors que le parquet national antiterroriste (PNAT) avait ouvert une enquête préliminaire pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle», le jeune homme a expliqué qu'il avait emmené sa mère en vacances en Turquie.

Ce dernier, fiché S depuis 2017 pour des soupçons de radicalisation islamiste, aurait donc souhaité changer les idées de sa mère, après le décès brutal de sa soeur.

L'HOMME PRÉSENTÉ À UN JUGE

Après vingt-quatre heures d'audition, la mère de 64 ans a été relâchée sans aucune charge. Cependant, le parquet antiterroriste a décidé de présenter le fils à un juge en vue d'une mise en examen à l'issue de quatre jours de garde à vue.

Mais après enquête, le magistrat antiterroriste n'a pas suivi l'avis du parquet et a décidé de le placer sous le statut de témoin assisté. Un fait très rare dans un dossier de terrorisme islamiste. **L'homme a ainsi été laissé libre.**

(…) CNews

Et aussi…

L'Autorité palestinienne envoie de l'argent américain aux familles de terroristes qui tuent des Américains…